

CODE CIVIL 2014

TRENTE-TROISIÈME ÉDITION

La présente édition a été réalisée par

Laurent LEVENEUR

Professeur à l'Université Panthéon-Assas Paris II

Le Code civil bleu annoté a été conçu en 1981, puis actualisé au cours des 25 éditions suivantes
par André Lucas, Professeur à l'Université de Nantes



LexisNexis

LEXISNEXIS SA

141, RUE DE JAVEL - 75015 PARIS

Table des matières

CODE CIVIL	ARTICLES	PAGES
Préface		XI
Avant-propos de la première édition		XIII
Avertissement		XV
Liste des abréviations		XIX
TITRE PRÉLIMINAIRE - DE LA PUBLICATION, DES EFFETS ET DE L'APPLICATION DES LOIS EN GÉNÉRAL	1^{er} à 6-1	1
LIVRE PREMIER - DES PERSONNES	7 à 515-13	37
TITRE PREMIER - DES DROITS CIVILS	7 à 16-14	37
Chapitre II - Du respect du corps humain	16 à 16-9	63
Chapitre III - De l'examen des caractéristiques génétiques d'une personne et de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques	16-10 à 16-13	68
Chapitre IV - De l'utilisation des techniques d'imagerie cérébrale	16-14	71
TITRE PREMIER BIS - DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE	17 à 33-2	71
Chapitre I - Dispositions générales	17 à 17-12	71
Chapitre II - De la nationalité française d'origine	18 à 20-5	73
Section I - Des Français par filiation	18 et 18-1	73
Section II - Des Français par la naissance en France	19 à 19-4	73
Section III - Dispositions communes	20 à 20-5	74
Chapitre III - De l'acquisition de la nationalité française	21 à 22-3	74
Section I - Des modes d'acquisition de la nationalité française	21 à 21-29	74
Section II - Des effets de l'acquisition de la nationalité française	22 à 22-3	82
Chapitre IV - De la perte, de la déchéance et de la réintégration dans la nationalité française	23 à 25-1	82
Section I - De la perte de la nationalité française	23 à 23-9	82
Section II - De la réintégration dans la nationalité française	24 à 24-3	83
Section III - De la déchéance de la nationalité française	25 et 25-1	84
Chapitre V - Des actes relatifs à l'acquisition ou à la perte de la nationalité française	26 à 28-1	84
Section I - Des déclarations de nationalité	26 à 26-5	84

Table des matières

CODE CIVIL	ARTICLES	PAGES
Section II – Des décisions administratives	27 à 27-3	86
Section III – Des mentions sur les registres de l'état civil	28 et 28-1	87
Chapitre VI – Du contentieux de la nationalité	29 à 31-3	87
Section I – De la compétence des tribunaux judiciaires et de la procédure devant ces tribunaux	29 à 29-5	87
Section II – De la preuve de la nationalité devant les tribunaux judiciaires	30 à 30-4	88
Section III – Des certificats de nationalité française	31 à 31-3	88
Chapitre VII – Des effets sur la nationalité française des transferts de souveraineté relatifs à certains territoires	32 à 32-5	89
Chapitre VIII – Dispositions particulières aux collectivités d'Outre-mer régies par l'article 74 de la constitution et à la Nouvelle-Calédonie	33 à 33-2	90
TITRE II – DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL	34 à 101	91
Chapitre I – Dispositions générales	34 à 54	91
Chapitre II – Des actes de naissance	55 à 62-1	97
Section I – Des déclarations de naissance	55 à 59	97
Section II – Des changements de prénoms et de nom	60 à 61-4	103
Section III – De l'acte de reconnaissance	62 et 62-1	106
Chapitre III – Des actes de mariage	63 à 76	107
Chapitre IV – Des actes de décès	77 à 92	111
Chapitre V – Des actes de l'état civil concernant les militaires et marins dans certains cas spéciaux	93 à 97	115
Chapitre VI – De l'état civil de personnes nées à l'étranger qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française	98 à 98-4	116
Chapitre VII – De la rectification des actes d'état civil	99 à 101	117
TITRE III – DU DOMICILE	102 à 111	120
TITRE IV – DES ABSENTS	112 à 142	125
Chapitre I – De la présomption d'absence	112 à 121	125
Chapitre II – De la déclaration d'absence	122 à 142	127
TITRE V – DU MARIAGE	143 à 227	128
Chapitre I – Des qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage	143 à 164	128
Chapitre II – Des formalités relatives à la célébration du mariage	165 à 171	137
Chapitre II bis – Du mariage des Français à l'étranger	171-1 à 171-9	138
Section I – Dispositions générales	171-1	138
Section II – Des formalités préalables au mariage célébré à l'étranger par une autorité étrangère	171-2 à 171-4	139
Section III – De la transcription du mariage célébré à l'étranger par une autorité étrangère	171-5 à 171-8	139
Section IV – De l'impossibilité pour les Français établis hors de France de célébrer leur mariage à l'étranger	171-9	140
Chapitre III – Des oppositions au mariage	172 à 179	141
Chapitre IV – Des demandes en nullité de mariage	180 à 202	144

CODE CIVIL	ARTICLES	PAGES
Chapitre IV bis – Des règles de conflit de lois	202-1 et 202-2	152
Chapitre V – Des obligations qui naissent du mariage	203 à 211	153
Chapitre VI – Des devoirs et des droits respectifs des époux	212 à 226	162
Chapitre VII – De la dissolution du mariage	227	181
Chapitre VIII – Des seconds mariages .....	.....	181
TITRE VI – DU DIVORCE	228 à 309	181
Chapitre I – Des cas de divorce	229 à 247-2	181
Section I – Du divorce par consentement mutuel	230 à 232	181
Section II – Du divorce accepté	233 à 236	183
Section III – Du divorce pour altération définitive du lien conjugal	237 et 238	183
Section IV – Du divorce pour faute	239 à 246	185
Section V – Des modifications du fondement d'une demande en divorce	247 à 247-2	191
Chapitre II – De la procédure du divorce	248 à 259-3	192
Section I – Dispositions générales	248 à 249-4	192
Section II – De la procédure applicable au divorce par consentement mutuel	250 à 250-3	192
Section III – De la procédure applicable aux autres cas de divorce ...	251 à 259-3	193
Chapitre III – Des conséquences du divorce	260 à 295	200
Section I – De la date à laquelle se produisent les effets du divorce .	260 à 262-2	200
Section II – Des conséquences du divorce pour les époux	263 à 285-1	202
Section III – Des conséquences du divorce pour les enfants	286 à 295	228
Chapitre IV – De la séparation de corps	296 à 309 ancien	228
Section I – Des cas et de la procédure de la séparation de corps ...	296 à 298	228
Section II – Des conséquences de la séparation de corps	299 à 304	229
Section III – De la fin de la séparation de corps	305 à 309 ancien	230
Chapitre V – Du conflit des lois relatives au divorce et à la séparation de corps	309	231
TITRE VII – DE LA FILIATION	310 à 342-8	233
Chapitre I – Dispositions générales	310-1 à 311-24	233
Section I – Des preuves et présomptions	310-3 à 311-13	234
Section II – Du conflit des lois relatives à la filiation	311-14 à 311-18	237
Section III – De l'assistance médicale à la procréation	311-19 et 311-20	240
Section IV – Des règles de dévolution du nom de famille	311-21 à 311-24	241
Chapitre II – De l'établissement de la filiation	311-25 à 317	243
Section I – De l'établissement de la filiation par l'effet de la loi	311-25 à 315	243
Section II – De l'établissement de la filiation par la reconnaissance .	316 à 316-2	245
Section III – De l'établissement de la filiation par la possession d'état .	317	247
Chapitre III – Des actions relatives à la filiation	318 à 341-1	248
Section I – Dispositions générales	318 à 324	248
Section II – Des actions aux fins d'établissement de la filiation	325 à 331-2	250
Section III – Des actions en contestation de la filiation	332 à 341-1	253

Table des matières

CODE CIVIL	ARTICLES	PAGES
Chapitre IV – De l'action à fins de subsides	342 à 342-8	258
TITRE VIII – DE LA FILIATION ADOPTIVE	343 à 370-5	261
Chapitre I – De l'adoption plénière	343 à 359	261
Section I – Des conditions requises pour l'adoption plénière	343 à 350	261
Section II – Du placement en vue de l'adoption plénière et du jugement d'adoption plénière	351 à 354	269
Section III – Des effets de l'adoption plénière	355 à 359	273
Chapitre II – De l'adoption simple	360 à 370-2	275
Section I – Des conditions requises et du jugement	360 à 362	275
Section II – Des effets de l'adoption simple	363 à 370-2	277
Chapitre III – Du conflit des lois relatives à la filiation adoptive et de l'effet en France des adoptions prononcées à l'étranger	370-3 à 370-5	283
TITRE IX – DE L'AUTORITÉ PARENTALE	371 à 387	286
Chapitre I – De l'autorité parentale relative à la personne de l'enfant ...	371 à 381	286
Section I – De l'exercice de l'autorité parentale	372 à 374-2	292
Section II – De l'assistance éducative	375 à 375-9	305
Section II-1 – Mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial .	375-9-1 et 375-9-2	313
Section III – De la délégation de l'autorité parentale	376 à 377-3	314
Section IV – Du retrait total ou partiel de l'autorité parentale	378 à 381	316
Chapitre II – De l'autorité parentale relativement aux biens de l'enfant ..	382 à 387	318
TITRE X – DE LA MINORITÉ ET DE L'ÉMANCIPATION	388 à 413-8	319
Chapitre I – De la minorité	388 à 413	320
Section I – De l'administration légale	389 à 389-8	322
Section II – De la tutelle	390 à 413	326
Sous-section 1 – Des cas d'ouverture et de fin de la tutelle	390 à 393	326
Sous-section 2 – De l'organisation et du fonctionnement de la tutelle .	394 à 413	327
Chapitre II – De l'émancipation	413-1 à 413-8	334
TITRE XI – DE LA MAJORITÉ ET DES MAJEURS PROTÉGÉS PAR LA LOI	414 à 495-9	335
Chapitre I – Des dispositions générales	414 à 424	336
Section I – Des dispositions indépendantes des mesures de protection .	414-1 à 414-3	336
Section II – Des dispositions communes aux majeurs protégés	415 à 424	339
Chapitre II – Des mesures de protection juridique des majeurs	425 à 494	341
Section I – Des dispositions générales	425 à 427	341
Section II – Des dispositions communes aux mesures judiciaires	428 à 432	343
Section III – De la sauvegarde de justice	433 à 439	345
Section IV – De la curatelle et de la tutelle	440 à 476	348
Sous-section 1 – De la durée de la mesure	441 à 443	349
Sous-section 2 – De la publicité de la mesure	444	350
Sous-section 3 – Des organes de protection	445 à 457	351
Sous-section 4 – Des effets de la curatelle et de la tutelle quant à la protection de la personne	457-1 à 463	355
Sous-section 5 – De la régularité des actes	464 à 466	358

CODE CIVIL	ARTICLES	PAGES
Sous-section 6 – Des actes faits dans la curatelle	467 à 472	360
Sous-section 7 – Des actes faits dans la tutelle	473 à 476	364
Section V – Du mandat de protection future	477 à 494	365
Sous-section 1 – Des dispositions communes	477 à 488	366
Sous-section 2 – Du mandat notarié	489 à 491-6	368
Sous-section 3 – Du mandat sous seing privé	492 à 494	368
Chapitre III – De la mesure d'accompagnement judiciaire	495 à 495-9	369
TITRE XII – DE LA GESTION DU PATRIMOINE DES MINEURS ET MAJEURS EN TUTELLE	496 à 515	370
Chapitre I – Des modalités de la gestion	496 à 509-2	370
Section I – Des décisions du conseil de famille ou du juge	500 à 502	371
Section II – Des actes du tuteur	503 à 509-2	372
Chapitre II – De l'établissement, de la vérification et de l'approbation des comptes	510 à 514	375
Chapitre III – De la prescription	515	377
TITRE XIII – DU PACTE CIVIL DE SOLIDARITÉ ET DU CONCUBINAGE	515-1 à 515-8	377
Chapitre I – Du pacte civil de solidarité	515-1 à 515-7-1	377
Chapitre II – Du concubinage	515-8	384
TITRE XIV – DES MESURES DE PROTECTION DES VICTIMES DE VIOLENCE .	515-9 à 515-13	385
LIVRE DEUXIÈME – DES BIENS ET DES DIFFÉRENTES MODIFICATIONS DE LA PROPRIÉTÉ	516 à 710-1	387
TITRE PREMIER – DE LA DISTINCTION DES BIENS	516 à 543	387
Chapitre I – Des immeubles	517 à 526	388
Chapitre II – Des meubles	527 à 536	393
Chapitre III – Des biens dans leur rapport avec ceux qui les possèdent .	537 à 543	396
TITRE II – DE LA PROPRIÉTÉ	544 à 577	397
Chapitre I – Du droit d'accession sur ce qui est produit par la chose	547 à 550	411
Chapitre II – Du droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose	551 à 577	412
Section I – Du droit d'accession relativement aux choses immobilières .	552 à 564	413
Section II – Du droit d'accession relativement aux choses mobilières .	565 à 577	422
TITRE III – DE L'USUFRUIT, DE L'USAGE ET DE L'HABITATION	578 à 636	424
Chapitre I – De l'usufruit	578 à 624	424
Section I – Des droits de l'usufruitier	582 à 599	429
Section II – Des obligations de l'usufruitier	600 à 616	436
Section III – Comment l'usufruit prend fin	617 à 624	440
Chapitre II – De l'usage et de l'habitation	625 à 636	443
TITRE IV – DES SERVITUDES OU SERVICES FONCIERS	637 à 710	450
Chapitre I – Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux	640 à 648	453
Chapitre II – Des servitudes établies par la loi	649 à 685-1	462
Section I – Du mur et du fossé mitoyens	653 à 673	462

Table des matières

CODE CIVIL	ARTICLES	PAGES
Section II – De la distance et des ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions	674	472
Section III – Des vues sur la propriété de son voisin	675 à 680	473
Section IV – De l'égout des toits	681	478
Section V – Du droit de passage	682 à 685-1	479
Chapitre III – Des servitudes établies par le fait de l'homme	686 à 710	486
Section I – Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens	686 à 689	486
Section II – Comment s'établissent les servitudes	690 à 696	489
Section III – Des droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due	697 à 702	495
Section IV – Comment les servitudes s'éteignent	703 à 710	499
TITRE V – DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE	710-1	502
Chapitre unique – De la forme authentique des actes	710-1	502
LIVRE TROISIÈME – DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT ON ACQUIERT LA PROPRIÉTÉ DISPOSITIONS GÉNÉRALES		
	711 à 2279	503
TITRE PREMIER – DES SUCCESSIONS	720 à 892	505
Chapitre I – De l'ouverture des successions, du titre universel et de la saisine	720 à 724-1	505
Chapitre II – Des qualités requises pour succéder. De la preuve de la qualité d'héritier	725 à 730-5	508
Section I – Des qualités requises pour succéder	725 à 729-1	508
Section II – De la preuve de la qualité d'héritier	730 à 730-5	510
Chapitre III – Des héritiers	731 à 767	512
Section I – Des droits des parents en l'absence de conjoint successible	733 à 755	512
Section II – Des droits du conjoint successible	756 à 767	516
Chapitre IV – De l'option de l'héritier	768 à 808	525
Section I – Dispositions générales	768 à 781	525
Section II – De l'acceptation pure et simple de la succession	782 à 786	527
Section III – De l'acceptation de la succession à concurrence de l'actif net	787 à 803	528
Section IV – De la renonciation à la succession	804 à 808	531
Chapitre V – Des successions vacantes et des successions en déshérence	809 à 811-3	531
Section I – Des successions vacantes	809 à 810-12	531
Section II – Des successions en déshérence	811 à 811-3	533
Chapitre VI – De l'administration de la succession par un mandataire ...	812 à 814-1	534
Section I – Du mandat à effet posthume	812 à 812-7	534
Section II – Du mandataire désigné par convention	813	536
Section III – Du mandataire successoral désigné en justice	813-1 à 814-1	536
Chapitre VII – Du régime légal de l'indivision	815 à 815-18	553
Section I – Des actes relatifs aux biens indivis	815-2 à 815-7-1	556

CODE CIVIL	ARTICLES	PAGES
Section II – Des droits et des obligations des indivisaires	815-8 à 815-16	564
Section III – Du droit de poursuite des créanciers	815-17	573
Section IV – De l'indivision en usufruit	815-18	575
Chapitre VIII – Du partage	816 à 892	575
Section I – Des opérations de partage	816 à 842	575
Sous-section 1 – <i>Dispositions communes</i>	816 à 834	575
Sous-section 2 – <i>Du partage amiable</i>	835 à 839	581
Sous-section 3 – <i>Du partage judiciaire</i>	840 à 842	582
Section II – Du rapport des libéralités	843 à 863	597
Section III – Du paiement des dettes	864 à 882	606
Section IV – Des effets du partage et de la garantie des lots	883 à 886	611
Section V – Des actions en nullité du partage ou en complément de part	887 à 892	613
TITRE II – DES LIBÉRALITÉS	893 à 1100	617
Chapitre I – Dispositions générales	893 à 900-8	617
Chapitre II – De la capacité de disposer ou de recevoir par donation entre vifs ou par testament	901 à 911	627
Chapitre III – De la réserve héréditaire, de la quotité disponible et de la réduction	912 à 930-5	633
Section I – De la réserve héréditaire et de la quotité disponible	912 à 917	634
Section II – De la réduction des libéralités excessives	918 à 930-5	636
Chapitre IV – Des donations entre vifs	931 à 966	648
Section I – De la forme des donations entre vifs	931 à 952	648
Section II – Des exceptions à la règle de l'irrévocabilité des donations entre vifs	953 à 966	656
Chapitre V – Des dispositions testamentaires	967 à 1047	662
Section I – Des règles générales sur la forme des testaments	967 à 980	662
Section II – Des règles particulières sur la forme de certains testaments	981 à 1001	671
Section III – Des institutions d'héritier et des legs en général	1002 et 1002-1	674
Section IV – Du legs universel	1003 à 1009	675
Section V – Du legs à titre universel	1010 à 1013	678
Section VI – Des legs particuliers	1014 à 1024	679
Section VII – Des exécuteurs testamentaires	1025 à 1034	682
Section VIII – De la révocation des testaments et de leur caducité ...	1035 à 1047	684
Chapitre VI – Des libéralités graduelles et résiduelles	1048 à 1074	689
Section I – Des libéralités graduelles	1048 à 1056	690
Section II – Des libéralités résiduelles	1057 à 1074	691
Chapitre VII – Des libéralités-partages	1075 à 1080	694
Section I – Dispositions générales	1075 à 1075-5	695
Section II – Des donations-partages	1076 à 1078-10	697
Section III – Des testaments-partages	1079 et 1080	701
Chapitre VIII – Des donations faites par contrat de mariage aux époux et aux enfants à naître du mariage	1081 à 1090	703

CODE CIVIL	ARTICLES	PAGES
Chapitre IX – Des dispositions entre époux, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage	1091 à 1100	705
TITRE III – DES CONTRATS OU DES OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES EN GÉNÉRAL	1101 à 1369-11	713
Chapitre I – Dispositions préliminaires	1101 à 1107	714
Chapitre II – Des conditions essentielles pour la validité des conventions .	1108 à 1133	717
Section I – Du consentement	1109 à 1122	717
Section II – De la capacité des parties contractantes	1123 à 1125-1	743
Section III – De l'objet et de la matière des contrats	1126 à 1130	744
Section IV – De la cause	1131 à 1133	751
Chapitre III – De l'effet des obligations	1134 à 1167	761
Section I – Dispositions générales	1134 et 1135	761
Section II – De l'obligation de donner	1136 à 1141	771
Section III – De l'obligation de faire ou de ne pas faire	1142 à 1145	772
Section IV – Des dommages et intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation	1146 à 1155	775
Section V – De l'interprétation des conventions	1156 à 1164	823
Section VI – De l'effet des conventions à l'égard des tiers	1165 à 1167	824
Chapitre IV – Des diverses espèces d'obligations	1168 à 1233	837
Section I – Des obligations conditionnelles	1168 à 1184	837
Section II – Des obligations à terme	1185 à 1188	852
Section III – Des obligations alternatives	1189 à 1196	855
Section IV – Des obligations solidaires	1197 à 1216	856
Section V – Des obligations divisibles et indivisibles	1217 à 1225	861
Section VI – Des obligations avec clauses pénales	1226 à 1233	864
Chapitre V – De l'extinction des obligations	1234 à 1314	868
Section I – Du paiement	1235 à 1270	870
Section II – De la novation	1271 à 1281	889
Section III – De la remise de la dette	1282 à 1288	893
Section IV – De la compensation	1289 à 1299	895
Section V – De la confusion	1300 et 1301	899
Section VI – De la perte de la chose due	1302 et 1303	899
Section VII – De l'action en nullité ou en rescision des conventions .	1304 à 1314	900
Chapitre VI – De la preuve des obligations et de celle du paiement	1315 à 1369	905
Section I – De la preuve littérale	1316 à 1340	908
Section II – De la preuve testimoniale	1341 à 1348	925
Section III – Des présomptions	1349 à 1353	930
Section IV – De l'aveu de la partie	1354 à 1356	939
Section V – Du serment	1357 à 1369	941
Chapitre VII – Des contrats sous forme électronique	1369-1 à 1369-11	943
Section I – De l'échange d'informations en cas de contrat sous forme électronique	1369-1 à 1369-3	944
Section II – De la conclusion d'un contrat sous forme électronique ...	1369-4 à 1369-6	944

CODE CIVIL	ARTICLES	PAGES
Section III – De l'envoi ou de la remise d'un écrit par voie électronique	1369-7 à 1369-9	944
Section IV – De certaines exigences de forme	1369-10 et 1369-11	945
TITRE IV – DES ENGAGEMENTS QUI SE FORMENT SANS CONVENTION	1370 à 1386	945
Chapitre I – Des quasi-contrats	1371 à 1381	945
Chapitre II – Des délits et des quasi-délits	1382 à 1386	958
TITRE IV BIS – DE LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES PRODUITS DÉFECTUEUX ..	1386-1 à 1386-18	1021
TITRE V – DU CONTRAT DE MARIAGE ET DES RÉGIMES MATRIMONIAUX ...	1387 à 1581	1030
Chapitre I – Dispositions générales	1387 à 1399	1030
Chapitre II – Du régime en communauté	1400 à 1535	1040
Section I – De ce qui compose la communauté activement et passivement	1401 à 1420	1040
Section II – De l'administration de la communauté et des biens propres ..	1421 à 1440	1057
Section III – De la dissolution de la communauté	1441 à 1497	1072
Section I – De la communauté de meubles et acquêts	1498 à 1502	1085
Section II – De la clause d'administration conjointe	1503 à 1510	1086
Section III – De la clause de prélèvement moyennant indemnité	1511 à 1514	1086
Section IV – Du préciput	1515 à 1519	1087
Section V – De la stipulation de parts inégales	1520 à 1525	1087
Section VI – De la communauté universelle	1526	1089
Section VII – Dispositions communes aux deux parties du chapitre II ..	1527 à 1535	1089
Chapitre III – Du régime de séparation de biens	1536 à 1568	1091
Chapitre IV – Du régime de participation aux acquêts	1569 à 1581	1096
TITRE VI – DE LA VENTE	1582 à 1701	1100
Chapitre I – De la nature et de la forme de la vente	1582 à 1593	1100
Chapitre II – Qui peut acheter ou vendre	1594 à 1597	1122
Chapitre III – Des choses qui peuvent être vendues	1598 à 1601	1123
Chapitre III-1 – De la vente d'immeubles à construire	1601-1 à 1601-4	1125
Chapitre IV – Des obligations du vendeur	1602 à 1649	1125
Section I – Dispositions générales	1602 et 1603	1125
Section II – De la délivrance	1604 à 1624	1126
Section III – De la garantie	1625 à 1649	1136
Chapitre V – Des obligations de l'acheteur	1650 à 1657	1159
Chapitre VI – De la nullité et de la résolution de la vente	1658 à 1685	1162
Section I – De la faculté de rachat	1659 à 1673	1162
Section II – De la rescision de la vente pour cause de lésion	1674 à 1685	1164
Chapitre VII – De la licitation	1686 à 1688	1170
Chapitre VIII – Du transport des créances et autres droits incorporels ...	1689 à 1701	1171
TITRE VII – DE L'ÉCHANGE	1702 à 1707	1178
TITRE VIII – DU CONTRAT DE LOUAGE	1708 à 1831	1179
Chapitre I – Dispositions générales	1708 à 1712	1179

Table des matières

CODE CIVIL	ARTICLES	PAGES
Chapitre II – Du louage des choses	1713 à 1778	1183
Section I – Des règles communes aux baux des maisons et des biens ruraux	1714 à 1751	1183
Section II – Des règles particulières aux baux à loyer	1752 à 1762	1219
Section III – Des règles particulières aux baux à ferme	1763 à 1778	1221
Chapitre III – Du louage d'ouvrage et d'industrie	1779 à 1799-1	1223
Section I – Du louage de service	1780 et 1781	1223
Section II – Des voituriers par terre et par eau	1782 à 1786	1223
Section III – Des devis et des marchés	1787 à 1799-1	1224
Chapitre IV – Du bail à cheptel	1800 à 1831	1247
Section I – Dispositions générales	1800 à 1803	1247
Section II – Du cheptel simple	1804 à 1817	1247
Section III – Du cheptel à moitié	1818 à 1820	1248
Section IV – Du cheptel donné par le propriétaire à son fermier ou métayer	1821 à 1830	1249
Section V – Du contrat improprement appelé cheptel	1831	1249
TITRE VIII BIS – DU CONTRAT DE PROMOTION IMMOBILIÈRE	1831-1 à 1831-5	1250
TITRE IX – DE LA SOCIÉTÉ	1832 à 1873	1251
Chapitre I – Dispositions générales	1832 à 1844-17	1251
Chapitre II – De la société civile	1845 à 1870-1	1278
Section I – Dispositions générales	1845 et 1845-1	1278
Section II – Gérance	1846 à 1851	1279
Section III – Décisions collectives	1852 à 1854	1282
Section IV – Information des associés	1855 et 1856	1283
Section V – Engagement des associés à l'égard des tiers	1857 à 1860	1283
Section VI – Cession des parts sociales	1861 à 1868	1286
Section VII – Retrait ou décès d'un associé	1869 à 1870-1	1289
Chapitre III – De la société en participation	1871 à 1873	1290
TITRE IX BIS – DES CONVENTIONS RELATIVES À L'EXERCICE DES DROITS INDIVIS	1873-1 à 1873-18	1296
Chapitre I – Des conventions relatives à l'exercice des droits indivis en l'absence d'usufruitier	1873-2 à 1873-15	1296
Chapitre II – Des conventions relatives à l'exercice des droits indivis en présence d'un usufruitier	1873-16 à 1873-18	1299
TITRE X – DU PRÊT	1874 à 1914	1299
Chapitre I – Du prêt à usage ou commodat	1875 à 1891	1300
Section I – De la nature du prêt à usage	1875 à 1879	1300
Section II – Des engagements de l'emprunteur	1880 à 1887	1301
Section III – Des engagements de celui qui prête à usage	1888 à 1891	1303
Chapitre II – Du prêt de consommation ou simple prêt	1892 à 1904	1304
Section I – De la nature du prêt de consommation	1892 à 1897	1304
Section II – Des obligations du prêteur	1898 à 1901	1309

CODE CIVIL	ARTICLES	PAGES
Section III – Des engagements de l'emprunteur	1902 à 1904	1309
Chapitre III – Du prêt à intérêt	1905 à 1914	1310
TITRE XI – DU DÉPÔT ET DU SÉQUESTRE	1915 à 1963	1312
Chapitre I – Du dépôt en général et de ses diverses espèces	1915 et 1916	1312
Chapitre II – Du dépôt proprement dit	1917 à 1954	1314
Section I – De la nature et de l'essence du contrat de dépôt	1917 à 1920	1314
Section II – Du dépôt volontaire	1921 à 1926	1314
Section III – Des obligations du dépositaire	1927 à 1946	1315
Section IV – Des obligations de la personne par laquelle le dépôt a été fait	1947 et 1948	1320
Section V – Du dépôt nécessaire	1949 à 1954	1321
Chapitre III – Du séquestre	1955 à 1963	1324
Section I – Des diverses espèces de séquestre	1955	1324
Section II – Du séquestre conventionnel	1956 à 1960	1325
Section III – Du séquestre ou dépôt judiciaire	1961 à 1963	1325
TITRE XII – DES CONTRATS ALÉATOIRES	1964 à 1983	1326
Chapitre I – Du jeu et du pari	1965 à 1967	1327
Chapitre II – Du contrat de rente viagère	1968 à 1983	1329
Section I – Des conditions requises pour la validité du contrat	1968 à 1976	1329
Section II – Des effets du contrat entre les parties contractantes	1977 à 1983	1332
TITRE XIII – DU MANDAT	1984 à 2010	1334
Chapitre I – De la nature et de la forme du mandat	1984 à 1990	1334
Chapitre II – Des obligations du mandataire	1991 à 1997	1337
Chapitre III – Des obligations du mandant	1998 à 2002	1341
Chapitre IV – Des différentes manières dont le mandat finit	2003 à 2010	1347
TITRE XIV ANCIEN – DU CAUTIONNEMENT	2011 ancien à 2043 ancien	1351
TITRE XIV – DE LA FIDUCIE	2011 à 2043	1351
TITRE XV – DES TRANSACTIONS	2044 à 2058	1354
TITRE XVI – DU COMPROMIS	2059 à 2061	1360
TITRE XVII – DE LA CONVENTION DE PROCÉDURE PARTICIPATIVE	2062 à 2068	1361
TITRE XVII ANCIEN – DU NANTISSEMENT	2071 à 2091	1362
Chapitre I – Du gage	2073 à 2084	1362
Chapitre II – De l'antichrèse	2085 à 2091	1362
TITRE XVIII – DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES	2092 à 2203-1	1362
TITRE XIX – DE LA SAISIE ET DE LA DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE DE L'IMMEUBLE	2190 à 2218	1369
Chapitre I – De la saisie	2191 à 2213	1370
Section I – Du créancier	2191 et 2192	1370
Section II – Des biens et droits saisissables	2193 à 2195	1370

Table des matières

CODE CIVIL	ARTICLES	PAGES
Section III – Du débiteur	2196 et 2197	1371
Section IV – Des effets de l'acte de saisie	2198 à 2200	1371
Section V – De la vente	2201 à 2213	1371
Chapitre II – De la distribution du prix	2214 à 2218	1373
TITRE XX – DE LA PRESCRIPTION EXTINCTIVE	2219 à 2254	1374
Chapitre I – Dispositions générales	2219 à 2223	1376
Chapitre II – Des délais et du point de départ de la prescription extinctive .	2224 à 2227	1377
Section I – Du délai de droit commun et de son point de départ	2224	1377
Section II – De quelques délais et points de départ particuliers	2225 à 2227	1382
Chapitre III – Du cours de la prescription extinctive	2228 à 2246	1388
Section I – Dispositions générales	2228 à 2232	1388
Section II – Des causes de report du point de départ ou de suspension de la prescription	2233 à 2239	1390
Section III – Des causes d'interruption de la prescription	2240 à 2246	1392
Chapitre IV – Des conditions de la prescription extinctive	2247 à 2254	1396
Section I – De l'invocation de la prescription	2247 à 2249	1396
Section II – De la renonciation à la prescription	2250 à 2253	1397
Section III – De l'aménagement conventionnel de la prescription	2254	1397
TITRE XXI – DE LA POSSESSION ET DE LA PRESCRIPTION ACQUISITIVE	2255 à 2279	1423
Chapitre I – Dispositions générales	2255 à 2257	1423
Chapitre II – De la prescription acquisitive	2258 à 2277	1425
Section I – Des conditions de la prescription acquisitive	2260 à 2271	1425
Section II – De la prescription acquisitive en matière immobilière	2272 à 2275	1429
Section III – De la prescription acquisitive en matière mobilière	2276 et 2277	1432
Chapitre III – De la protection possessoire	2278 et 2279	1436
LIVRE QUATRIÈME – DES SÛRETÉS	2284 à 2488-6	1439
TITRE PREMIER – DES SÛRETÉS PERSONNELLES	2287-1 à 2322	1446
Chapitre I – Du cautionnement	2288 à 2320	1446
Section I – De la nature et de l'étendue du cautionnement	2288 à 2297	1447
Section II – De l'effet du cautionnement	2298 à 2310	1475
Sous-section 1 – De l'effet du cautionnement entre le créancier et la caution	2298 à 2304	1475
Sous-section 2 – De l'effet du cautionnement entre le débiteur et la caution	2305 à 2309	1478
Sous-section 3 – De l'effet du cautionnement entre les cofidésusseurs	2310	1482
Section III – De l'extinction du cautionnement	2311 à 2316	1484
Section IV – De la caution légale et de la caution judiciaire	2317 à 2320	1497
Chapitre II – De la garantie autonome	2321	1497
Chapitre III – De la lettre d'intention	2322	1501
TITRE II – DES SÛRETÉS RÉELLES	2323 à 2488-6	1502
SOUS-TITRE PREMIER – DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	.....	1502
SOUS-TITRE II – DES SÛRETÉS SUR LES MEUBLES .....	.....	1506
Chapitre I – Des privilèges mobiliers	2330 à 2332-3	1506

CODE CIVIL	ARTICLES	PAGES
Section I – Des privilèges généraux	2331	1506
Section II – Des privilèges spéciaux	2332	1509
Section III – Du classement des privilèges	2332-1 à 2332-3	1512
Chapitre II – Du gage de meubles corporels	2333 à 2354	1512
Section I – Du droit commun du gage	2333 à 2350	1512
Section II – Du gage portant sur un véhicule automobile	2351 à 2353	1518
Section III – Dispositions communes	2354	1518
Chapitre III – Du nantissement de meubles incorporels	2355 à 2366	1518
Chapitre IV – De la propriété retenue ou cédée à titre de garantie	2367 à 2372-6	1520
Section I – De la propriété retenue à titre de garantie	2367 à 2372	1520
Section II – De la propriété cédée à titre de garantie	2372-1 à 2372-6	1522
SOUS-TITRE III – DES SÛRETÉS SUR LES IMMEUBLES .....	.....	1528
Chapitre I – Des privilèges immobiliers	2374 à 2386	1528
Section I – Des privilèges spéciaux	2374	1528
Section II – Des privilèges généraux	2375 et 2376	1530
Section III – Des cas où les privilèges doivent être inscrits	2377 à 2386	1531
Chapitre II – Du gage immobilier	2387 à 2392	1534
Chapitre III – Des hypothèques	2393 à 2425	1535
Section I – Dispositions générales	2393 à 2399	1535
Section II – Des hypothèques légales	2400 à 2411	1537
<i>Sous-section 1 – Dispositions générales</i>	<i>2400 et 2401</i>	<i>1537</i>
<i>Sous-section 2 – Des règles particulières à l'hypothèque légale des époux</i>	<i>2402 à 2408</i>	<i>1538</i>
<i>Sous-section 3 – Des règles particulières à l'hypothèque légale des personnes en tutelle</i>	<i>2409 à 2411</i>	<i>1540</i>
Section III – Des hypothèques judiciaires	2412	1541
Section IV – Des hypothèques conventionnelles	2413 à 2424	1542
Section V – Du classement des hypothèques	2425	1545
Chapitre IV – De l'inscription des privilèges et des hypothèques	2426 à 2457	1546
Section I – Du mode d'inscription des privilèges et des hypothèques	2426 à 2439	1546
Section II – De la radiation et de la réduction des inscriptions	2440 à 2448	1553
<i>Sous-section 1 – Dispositions générales</i>	<i>2440 à 2445</i>	<i>1553</i>
<i>Sous-section 2 – Dispositions particulières relatives aux hypothèques des époux et des personnes en tutelle</i>	<i>2446 à 2448</i>	<i>1555</i>
Section III – De la publicité des registres et de la responsabilité en matière de publicité foncière	2449 à 2457	1556
Section III (<i>Rédaction antérieure</i>) – De la publicité des registres et de la responsabilité des conservateurs .....	.....	1557
Chapitre V – De l'effet des privilèges et des hypothèques	2458 à 2474	1558
Chapitre VI – De la purge des privilèges et des hypothèques	2475 à 2487	1562
Chapitre VII – De l'extinction des privilèges et des hypothèques	2488	1566
Chapitre VIII – De la propriété cédée à titre de garantie	2488-1 à 2488-6	1566

Table des matières

CODE CIVIL	ARTICLES	PAGES
LIVRE CINQUIÈME – DISPOSITIONS APPLICABLES À MAYOTTE	2489 à 2534	1569
TITRE PRÉLIMINAIRE – DISPOSITIONS RELATIVES AU TITRE PRÉLIMINAIRE .	2491	1569
TITRE PREMIER – DISPOSITIONS RELATIVES AU LIVRE PREMIER	2492 à 2499-5	1569
TITRE II – DISPOSITIONS RELATIVES AU LIVRE II	2500 à 2502	1571
TITRE III – DISPOSITIONS RELATIVES AU LIVRE III	2503 à 2508	1571
TITRE IV – DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMMATRICULATION DES IMMEU- BLES ET AUX DROITS SUR LES IMMEUBLES	2509 à 2534	1573
Chapitre I – Du régime de l'immatriculation des immeubles	2510 à 2529	1573
Section I – Dispositions générales	2510 à 2515	1573
Section II – De l'immatriculation des immeubles et de ses effets	2516 à 2520	1574
Section III – De l'inscription des droits sur l'immeuble	2521 à 2529	1574
Chapitre II – Dispositions diverses	2530 à 2534	1576
Section I – Privilèges et hypothèques	2530 à 2532	1576
Section II – Expropriation forcée	2533 et 2534	1576

ANNEXES	1577
----------------------	-------------

- I. - TEXTES CODIFIÉS	1579
Code de l'action sociale et des familles – art. L. 114-5	1579
- art. L. 132-1 à L. 132-12	1579
- art. L. 146-1 A et L. 146-1	1581
- art. L. 147-1 à L. 148-2	1582
- art. L. 221-1 à L. 228-6	1585
- art. L. 311-1 à L. 311-11	1603
- art. L. 331-1 à L. 331-9	1606
Code des assurances – art. L. 111-1 à L. 112-2-1	1608
Code de la consommation – art. L. 121-20-8 à L. 121-20-16	1610
Code des assurances – art. L. 112-3 à L. 114-3	1613
- art. L. 121-1 à L. 128-4	1618
- art. L. 131-1 à L. 133-1	1628
Code de la santé publique – art. L. 1141-1 à L. 1141-4	1638
Code des assurances – art. L. 141-1 à L. 144-4	1639
- art. L. 150 à L. 150-4	1647
- art. L. 160-6 à L. 160-9	1647
- art. L. 160-10 à L. 160-20	1648
- art. L. 191-1 à L. 192-7	1650
- art. L. 211-1 à L. 211-26	1651
Code de la route – art. L. 324-2	1655
Code des assurances – art. L. 211-27 à L. 214-4	1656
- art. L. 220-1 à L. 220-8	1657
- art. L. 230-1	1658
- art. L. 241-1 à L. 243-9	1658
- art. L. 251-1	1660
Code de la santé publique – art. L. 1142-2	1660
Code des assurances – art. L. 251-2 à L. 252-2	1661
- art. L. 421-1 à L. 422-6	1662
- art. L. 500 et L. 500-1	1670
- art. L. 511-1 à L. 512-8	1671
- art. L. 514 à L. 515-3	1673
- art. L. 520-1 et L. 520-2	1674
- art. L. 530-1 à L. 530-3	1675
- art. L. 540-1 et L. 540-2	1675
- art. L. 550-1	1676
- art. R.* 111-1 ancien à R.* 114-1	1676
- art. R.* 124-1 à R. 128-4	1678
- art. R. 131-1 à R. 132-5-2	1681
- art. D. 132-6 à D. 132-10	1684
- art. R.* 140-1 à R. 143-5	1685
- art. D. 143-5-1	1691
- art. R. 143-6	1692
- art. R.** 160-9 à R.** 160-12	1692
- art. R.* 211-1 à R. 211-21-7	1692
- art. R. 211-29 à R. 211-45	1697
- art. R.** 214-1 à R. 214-5	1700
- art. R.** 220-1 à R.** 220-8	1700
- art. R. 421-1 à R. 421-24	1702
- art. R. 421-73 à R. 422-10	1709

Table des matières

CODE CIVIL	PAGES
- art. R. 511-1 à R. 514-17	1712
- art. R. 515-8 à R. 516-1	1719
- art. R. 520-1 à R. 520-3	1719
Code de commerce - art. L. 121-4 à L. 121-8	1720
- art. L. 526-1 à L. 526-21	1721
- art. L. 621-131	1726
- art. L. 621-32	1726
- art. L. 622-17	1726
- art. L. 625-8	1727
- art. R. 121-1 à R. 121-6	1727
- art. R. 123-121-2 à R. 123-121-4	1728
- art. R. 526-3 à R. 526-4	1728
- art. D. 526-5	1729
- art. R. 526-6 à R. 526-8	1729
- art. D. 526-9	1729
- art. R. 526-10 à R. 526-24	1730
Code de la consommation - art. L. 111-1 à L. 114-1	1732
- art. L. 121-1 à L. 121-20-5	1736
Code des postes et des communications électroniques - art. L. 34-5	1743
Code de la consommation - art. L. 121-20-6 à L. 121-34	1744
Loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 dite « Royer » d'orientation du commerce et de l'artisanat	
- art. 39	1749
Code de la consommation - art. L. 121-35 à L. 121-41	1749
- art. L. 121-50 à L. 121-53	1751
- art. L. 121-60 à L. 123-5	1751
- art. L. 131-1 à L. 132-5	1765
- art. L. 133-1 à L. 137-2	1771
- art. L. 211-1 à L. 212-1	1772
- art. L. 221-1 à L. 221-11	1775
- art. L. 311-1 à L. 315-11	1778
- art. L. 321-1 à L. 323-1	1807
- art. L. 330-1 à L. 334-12	1809
- art. L. 341-1 à L. 341-6	1828
- art. L. 411-1 et L. 412-1	1828
- art. L. 421-1 à L. 422-3	1829
- art. R. 113-1 et R. 114-1	1830
- art. R. 121-1 à R. 122-1	1831
Code pénal - art. R. 635-2	1836
Code de la consommation - art. R. 132-1 à R. 132-6	1837
- art. R. 134-1	1838
- art. R. 141-1	1839
Décret n° 86-1309 du 29 décembre 1986 fixant les conditions d'application de l'ordonnance n° 86-1243 du 1 ^{er} décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence - art. 31 ..	1839
Code de la consommation - art. R. 141-2	1839
Décret n° 86-1309 du 29 décembre 1986 fixant les conditions d'application de l'ordonnance n° 86-1243 du 1 ^{er} décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence - art. 32 ..	1839
Code de la consommation - art. R. 141-3 à R. 142-1	1839
Code de procédure civile - art. 847-1 et 847-2	1840
Code de la consommation - art. R. 142-2	1841
Code de procédure civile - art. 1425-1 à 1425-9	1841
Code de la consommation - art. R. 211-1 à R. 211-5	1842
- art. D. 311-1 et D. 311-2	1842
- art. R. 311-3 et R. 311-4	1843

CODE CIVIL	PAGES
- art. D. 311-4-1 à D. 311-4-3	1844
- art. R. 311-5 et R. 311-5-1	1846
- art. D. 311-6 à D. 311-8	1848
- art. R. 311-9 et R. 311-10	1849
- art. D. 311-10-1 à D. 311-10-3	1849
- art. R. 311-11 à R. 311-13	1849
- art. D. 311-14	1850
- art. R. 312-1 à R. 313-5	1851
- art. D. 313-6 à D. 313-9	1854
- art. R. 313-10 à R. 314-2	1854
- art. R. 331-1 à R. 336-8	1857
- art. R. 333-5	1884
- art. R. 411-1 à R. 411-7	1884
- art. R. 422-1 à R. 422-10	1885
Code de la construction et de l'habitation - art. L. 222-1 à L. 222-7	1886
- art. L. 230-1 à L. 232-2	1888
- art. L. 251-1 à L. 253-8	1893
- art. L. 261-1 à L. 263-3	1895
- art. L. 271-1 à L. 271-6	1900
- art. L. 281-1	1903
- art. L. 290-1 et L. 290-2	1903
- art. L. 300-1 et L. 300-2	1903
- art. L. 441-2-3-1 à L. 441-2-3-4	1904
- art. L. 613-1 à L. 613-5	1905
- art. L. 616	1906
- art. L. 632-1 à L. 632-3	1906
- art. L. 642-1 à L. 642-28	1907
- art. R.* 111-24 à R.* 111-28	1910
- art. R.* 222-1 à R.* 222-14	1911
- art. R. 231-1 à R. 232-7	1914
- art. R.** 251-1 à R. 252-2	1917
- art. R.* 261-1 à R.* 261-33	1918
- art. R. 271-1 à R. 271-5	1924
- art. D. 271-6 et D. 271-7	1925
Code de l'éducation - art. L. 911-4	1926
Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - art. L. 111-6	1926
- art. L. 321-3 et L. 321-4	1927
- art. D. 321-9 à D. 321-21	1927
Code de l'environnement - art. L. 215-1 à L. 215-24	1929
- art. L. 341-1 à L. 341-15-1	1932
- art. L. 422-1 à L. 422-22	1934
- art. L. 423-1	1938
- art. L. 423-12 et L. 423-13	1938
- art. L. 423-16 à L. 423-18	1938
- art. L. 511-1 à L. 512-20	1939
- art. L. 514-1 à L. 517-2	1946
Code général des impôts - art. 790	1956
- art. 849	1957
- art. 1649 <i>quater B</i>	1957
- art. 1840 et 1840 A	1957
- art. 1920	1957
- art. 1923 et 1924	1957
- art. 1926	1958

Table des matières

CODE CIVIL	PAGES
- art. 1927 à 1929	1958
- art. 1929 <i>quater</i>	1959
- art. 1929 <i>sexies</i>	1960
Code général de la propriété des personnes publiques – art. L. 1 et L. 2	1960
- art. L. 1111-1 à L. 1112-9	1960
- art. L. 1121-1 à L. 1127-3	1962
- art. L. 1211-1 à L. 1212-8	1965
- art. L. 1221-1	1966
- art. L. 2111-1 à L. 2112-1	1966
- art. L. 2121-1 à L. 2125-8	1970
- art. L. 2131-1 à L. 2132-29	1980
- art. L. 2141-1 à L. 2142-2	1985
- art. L. 2211-1 et L. 2212-1	1985
- art. L. 2221-1 à L. 2222-23	1986
- art. L. 2311-1 et L. 2312-1	1989
- art. L. 2321-1 à L. 2323-14	1990
- art. L. 2331-1 et L. 2331-2	1992
- art. L. 2341-1	1993
- art. L. 3111-1 à L. 3113-4	1993
- art. L. 3211-1 à L. 3212-3	1995
- art. L. 3221-1 à L. 3222-3	2002
- art. L. 3231-1	2003
Code monétaire et financier – art. L. 111-1 à L. 113-7	2003
- art. L. 121-1 à L. 123-1	2006
- art. L. 313-1 à L. 313-4	2008
Code de la consommation – art. L. 313-1 et L. 313-2	2008
Code monétaire et financier – art. L. 313-5	2009
Code de la consommation – art. L. 313-3	2009
Code monétaire et financier – art. L. 313-5-1 à L. 313-6	2009
Code de la consommation – art. L. 333-4 et L. 333-5	2010
Code monétaire et financier – art. L. 313-7 à L. 313-11	2011
- art. L. 313-22 et L. 313-22-1	2012
Code de la nationalité	2012
Code de l'organisation judiciaire – art. L. 213-3	2017
Code du patrimoine – art. L. 111-1 à L. 111-7	2018
- art. L. 121-1 à L. 123-3	2019
- art. L. 211-1 à L. 212-28	2021
- art. L. 510-1	2025
- art. L. 521-1 à L. 523-14	2026
- art. L. 531-1 à L. 532-14	2030
- art. L. 541-1 à L. 542-3	2034
- art. L. 621-1 à L. 622-29	2034
Code de procédure civile – art. 338-1 à 338-12	2045
- art. 510 à 513	2046
- art. 1038 à 1136-1	2046
- art. 1136-3 à 1281-19	2059
- art. 1286 à 1391	2090
- art. 1405	2104
- art. 1425-1	2104
Code des procédures civiles d'exécution – art. L. 111-1 à L. 112-4	2104
- art. L. 131-1 à L. 131-4	2106
- art. L. 161-1 à L. 162-2	2107
- art. L. 213-1 à L. 213-6	2108

CODE CIVIL	PAGES
- art. R. 112-1 à R. 112-5	2108
- art. R. 131-1 à R. 131-4	2109
- art. R. 151-1 à R. 153-1	2110
- art. R. 161-1 à R. 162-9	2110
- art. R. 213-1 à R. 213-10	2112
Livre des procédures fiscales - art. L. 262	2113
- art. L. 265	2113
Code de la propriété intellectuelle - art. L. 111-1 à L. 113-10	2113
- art. L. 121-1 à L. 123-12	2135
- art. L. 131-1 à L. 134-9	2161
- art. L. 211-1 à L. 217-3	2185
- art. L. 311-1 à L. 311-8	2194
- art. L. 321-1 à L. 321-13	2197
- art. L. 331-1 à L. 331-22 ancien	2200
- art. L. 331-12	2204
- art. L. 331-16 à L. 336-4	2205
- art. L. 341-1 à L. 343-7	2222
Code rural et de la pêche maritime - art. L. 135-11	2226
- art. L. 143-1 à L. 143-9	2227
Livre des procédures fiscales - art. L. 164	2229
Code rural et de la pêche maritime - art. L. 143-10 à L. 143-15	2229
- art. L. 152-1 à L. 152-4	2231
- art. L. 152-7 à L. 152-10	2231
- art. L. 152-13 à L. 152-23	2232
- art. L. 211-1 à L. 211-4	2233
Code civil - art. 564	2234
Code rural et de la pêche maritime - art. L. 211-5 à L. 211-10	2234
- art. L. 321-1 à L. 326-10	2235
- art. L. 351-1 à L. 351-9	2247
- art. L. 411-1 à L. 413-1	2248
- art. L. 415-1 à L. 418-4	2268
- art. R. 418-1	2273
- art. L. 418-5	2273
- art. L. 421-1	2273
- art. L. 431-1 à L. 431-23	2273
- art. L. 441-1 à L. 441-13	2276
- art. L. 451-1 à L. 451-14	2278
Code de la santé publique - art. L. 1110-1 à L. 1115-2	2279
- art. L. 1121-1 à L. 1123-14	2296
- art. L. 1125-1 à L. 1125-5	2315
- art. L. 1131-1 à L. 1131-7	2318
- art. L. 1141-1 à L. 1142-24	2321
- art. L. 1142-25 à L. 1143-1	2331
- art. L. 1151-1 à L. 1152-2	2332
- art. L. 1161-1 à L. 1162-1	2333
- art. L. 1171-1	2335
- art. L. 1211-1 à L. 1211-9	2335
- art. L. 1221-1 à L. 1221-14	2336
- art. L. 1231-1 A à L. 1235-7	2341
- art. L. 1241-1 à L. 1245-8	2345
- art. L. 1251-1	2358
- art. L. 1261-1 à L. 1261-3	2358
- art. L. 2121-1 à L. 2123-2	2359

Table des matières

CODE CIVIL	PAGES
- art. L. 2131-1 à L. 2133-1	2360
- art. L. 2141-1 à L. 2141-12	2365
- art. L. 2151-1	2368
Code civil - art. 16-4	2368
Code de la santé publique - art. L. 2151-2 à L. 2151-8	2368
- art. L. 2211-1	2370
Code civil - art. 16	2370
Code de la santé publique - art. L. 2211-2 à L. 2214-5	2370
- art. L. 3121-1 à L. 3122-6	2373
- art. L. 3211-1 à L. 3213-11	2376
Code de la sécurité sociale - art. L. 581-1 à L. 581-10	2389
- art. R. 581-1 à R. 581-9	2391
Code du tourisme - art. L. 211-1 à L. 211-24	2392
Code du travail - art. L. 3252-1 à L. 3253-4	2398
- art. L. 3253-23	2400
- art. L. 7313-8	2400
- II. - TEXTES NON CODIFIÉS	2401
Ordonnance sur le fait de la justice [dite Ordonnance de Villers-Cotterêts] Août 1539 - art. 110 et 111	2401
Édit dit sur l'inaliénabilité du domaine de la couronne [dit Édit de Moulins] Février 1566 - art. 1 ^{er}	2401
Loi du 6 fructidor an II portant qu'aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance - art. 1 ^{er} à 4	2401
Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat - art. 1 ^{er} à 30	2402
Loi du 14 juillet 1819 relative à l'abolition du droit d'aubaine et de détraction - art. 1 ^{er} et 2	2403
Loi du 15 novembre 1887 sur la liberté des funérailles - art. 1 ^{er} à 3	2404
Loi du 31 mars 1896 relative à la vente des objets abandonnés ou laissés en gage par les voyageurs aux aubergistes ou hôteliers - art. 1 ^{er} à 7	2405
Loi du 24 décembre 1897 relative au recouvrement des frais dus aux notaires, avoués et huissiers - art. 1 ^{er} à 5	2406
Loi du 1 ^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association - art. 1 ^{er} à 17	2407
- art. 21 bis	2409
Loi du 31 décembre 1903 relative à la vente de certains objets abandonnés - art. 1 ^{er} à 6 bis	2410
Loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques - art. 12	2411
- art. 18	2411
Loi du 2 juillet 1923 perpétuant le nom des citoyens morts pour la Patrie - art. 1 ^{er} à 4	2412
Loi du 1 ^{er} juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - art. 36 à 65	2412
Loi n° 48-1360 du 1 ^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement - art. 1 ^{er} à 82	2417
- art. 87 et 88	2436
Loi n° 49-420 du 25 mars 1949 révisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers - art. 1 ^{er} à 8	2436
Loi n° 49-972 du 21 juillet 1949 donnant le caractère comminatoire aux astreintes fixées par les tribunaux en matière d'expulsion et en limitant le montant - art. 1 ^{er} à 3	2439
Décret n° 52-1292 du 2 décembre 1952 portant règlement d'administration publique pour l'emploi, par les officiers publics et ministériels, des procédés de reproduction des actes - art. 1 ^{er} à 10	2440
Loi n° 54-781 du 2 août 1954 tendant à rendre à l'habitation les pièces isolées, louées accessoirement à un appartement, et non habitées - art. 1 ^{er} à 8	2441
Décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière - art. 1 ^{er} à 55	2442

CODE CIVIL	PAGES
Décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955 pour l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière – art. 1 ^{er} à 89	2454
Décret n° 60-1265 du 25 novembre 1960 relatif au mode de calcul du délai prévu à l'article 55 du Code civil – art. 1 ^{er}	2498
Décret n° 62-921 du 3 août 1962 modifiant certaines règles relatives aux actes de l'état civil – art. 1 ^{er} à 15	2498
Loi n° 64-1230 du 14 décembre 1964 portant modification des dispositions du Code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation – art. 1 ^{er} à 3	2502
– art. 6 à 17	2502
Décret n° 64-1356 du 30 décembre 1964 portant application de l'article 14 de la loi n° 48-1360 du 1 ^{er} septembre 1948 modifiée – art. 1 ^{er}	2503
Décret n° 65-422 du 1 ^{er} juin 1965 portant création d'un service central d'état civil au ministère des Affaires étrangères – art. 1 ^{er} à 13	2503
Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis – art. 1 ^{er} à 50	2506
Loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux – art. 1 ^{er} à 23 ..	2525
Décret n° 65-961 du 5 novembre 1965 pris pour l'application de certains articles du Code civil et relatif au dépôt et à la gestion des fonds et des valeurs mobilières des mineurs – art. 1 ^{er} à 8	2527
Loi n° 66-500 du 11 juillet 1966 portant réforme de l'adoption – art. 1 ^{er}	2528
– art. 7 à 13	2528
Loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles – art. 1 ^{er} à 38 ..	2529
Décret n° 67-223 du 17 mars 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis – art. 1 ^{er} à 67	2534
Loi n° 67-561 du 12 juillet 1967 relative à l'amélioration de l'habitat – art. 1 ^{er} à 8	2554
Ordonnance n° 67-839 du 28 septembre 1967 tendant à favoriser le développement du crédit hypothécaire et modifiant certaines dispositions du Code civil relatives aux privilèges et hypothèques sur les immeubles – art. 8 à 14	2555
Loi n° 67-1253 du 30 décembre 1967 d'orientation foncière – art. 48 à 60	2556
Loi n° 68-5 du 3 janvier 1968 portant réforme du droit des incapables majeurs – art. 4 à 21 ..	2558
Loi n° 68-671 du 25 juillet 1968 relative à l'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires français d'outre-mer ou sous tutelle devenus indépendants – art. 1 ^{er} à 8 ..	2559
Décret n° 69-195 du 15 février 1969 pris pour l'application de l'article 499 du Code civil – art. 1 ^{er} à 3	2560
Loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce – art. 1 ^{er} à 8-2 ..	2561
Arrêté du 4 mars 1970 portant application de l'article 3 du décret n° 69-195 du 15 février 1969 relatif aux émoluments dus par les incapables majeurs aux gérants de tutelle – art. 1 ^{er} à 4 ..	2564
Loi n° 70-459 du 4 juin 1970 relative à l'autorité parentale – art. 1 ^{er} et 2	2564
– art. 6 à 16	2564
Loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 relative à une contribution nationale à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France – art. 49 à 61	2565
Loi n° 71-523 du 3 juillet 1971 modifiant certaines dispositions du Code civil relatives aux rapports à succession, à la réduction des libéralités excédant la quotité disponible et à la nullité, à la rescision pour lésion et à la réduction dans les partages d'ascendants – art. 1 ^{er} à 13	2568
Loi n° 71-584 du 16 juillet 1971 tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l'article 1779-3 du Code civil – art. 1 ^{er} à 5	2569
Arrêté du 2 novembre 1971 concernant l'administration provisoire et la curatelle des successions – art. 1 ^{er} à 16	2570
Arrêté du 12 novembre 1971 portant application de la loi n° 68-5 du 3 janvier 1968 portant réforme du droit des incapables majeurs – art. 1 ^{er} et 2	2572

Table des matières

CODE CIVIL

PAGES

Décret n° 71-941 du 26 novembre 1971 relatif aux actes établis par les notaires – art. 1 ^{er} à 43	2573
Décret n° 71-942 du 26 novembre 1971 relatif aux créations, transferts et suppressions d'offices de notaire, à la compétence d'instrumentation et à la résidence des notaires, à la garde et à la transmission des minutes et registres professionnels des notaires – art. 1 ^{er} à 17 à 23	2579
– art. 24 à 30	2583
Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques – art. 54 à 66-6	2584
Loi n° 72-3 du 3 janvier 1972 sur la filiation – art. 1 ^{er} à 6	2587
– art. 10 à 19	2587
Décret n° 72-678 du 20 juillet 1972 fixant les conditions d'application de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce – art. 1 ^{er} à 86-1	2589
– art. 92 à 95-2	2609
Loi n° 72-964 du 25 octobre 1972 relative à la francisation des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française – art. 1 ^{er} à 12-1	2610
Loi n° 73-5 du 2 janvier 1973 relative au paiement direct de la pension alimentaire – art. 1 ^{er} à 9	2611
Loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 complétant et modifiant le Code de la nationalité française et relative à certaines dispositions concernant la nationalité française – art. 22 à 27	2612
Décret n° 73-216 du 1 ^{er} mars 1973 pris pour l'application de la loi n° 73-5 du 2 janvier 1973 relative au paiement direct de la pension alimentaire	2613
Décret n° 74-449 du 15 mai 1974 relatif au livret de famille et à l'information des futurs époux sur le droit de la famille – art. 1 ^{er} à 21	2613
Loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à dix-huit ans l'âge de la majorité – art. 11	2616
– art. 19 et 20	2616
– art. 24	2616
– art. 27	2617
– art. 29	2617
Décret n° 74-930 du 6 novembre 1974 portant organisation de la tutelle d'État et de la curatelle d'État – art. 1 ^{er} à 12-3	2617
– art. 14	2618
Loi n° 74-1118 du 27 décembre 1974 relative à la revalorisation de certaines rentes allouées en réparation du préjudice causé par un véhicule terrestre à moteur et portant diverses dispositions d'ordre civil – art. 1 ^{er} et 2	2618
– art. 4	2618
Décret n° 75-96 du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur de jeunes majeurs – art. 1 ^{er} à 4	2619
Loi n° 75-617 du 11 juillet 1975 portant réforme du divorce – art. 1 ^{er} à 10	2619
– art. 23 et 24	2619
Loi n° 75-618 du 11 juillet 1975 relative au recouvrement public des pensions alimentaires – art. 1 ^{er} à 22	2620
Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance – art. 1 ^{er} à 15-4	2621
Loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation – art. 6	2624
– art. 10 et 10-1	2624
Décret n° 75-1339 du 31 décembre 1975 relatif aux modalités d'application de la loi n° 75-618 du 11 juillet 1975 relative au recouvrement public des pensions alimentaires – art. 1 ^{er} à 22	2627
– art. 24 et 25	2629
Loi n° 76-519 du 15 juin 1976 relative à certaines formes de transmission des créances – art. 1 ^{er} à 18	2629
Loi n° 76-1036 du 15 novembre 1976 complétant les dispositions transitoires de la loi n° 72-3 du 3 janvier 1972 sur la filiation – art. 1 ^{er} à 3	2632
Loi n° 77-1447 du 28 décembre 1977 portant réforme du titre IV du livre I du Code civil : Des absents – art. 6 à 11	2632

CODE CIVIL	PAGES
Loi n° 78-9 du 4 janvier 1978 modifiant le titre IX du livre III du Code civil – art. 1 ^{er} à 5	2633
Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés – art. 1 ^{er} à 72	2633
Décret n° 78-704 du 3 juillet 1978 relatif à l'application de la loi n° 78-9 du 4 janvier 1978 modifiant le titre IX du livre III du Code civil – art. 1 ^{er} à 57	2655
– art. 68 et 69	2662
Décret n° 80-308 du 25 avril 1980 portant application des articles 98 à 98-4 et 99-1 du Code civil relatifs à l'état civil des personnes nées à l'étranger qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française et des articles 115 et 116 du Code de la nationalité relatifs aux mentions intéressant la nationalité portées en marge des actes de naissance – art. 1 ^{er} à 9	2663
Décret n° 80-533 du 15 juillet 1980 pris pour l'application de l'article 1341 du Code civil – art. 1 ^{er}	2663
Loi n° 82-526 du 22 juin 1982 relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs – art. 76	2664
– art. 78	2664
– art. 81 et 82	2664
Loi n° 82-596 du 10 juillet 1982 relative aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale – art. 5	2664
Loi n° 84-562 du 4 juillet 1984 permettant la révision des conditions et charges apposées à certaines libéralités – art. 1 ^{er} et 2	2664
Loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière – art. 1 ^{er} à 44	2664
Décret n° 84-943 du 19 octobre 1984 relatif à la publicité des actions en révision prévues par les articles 900-2 à 900-5 du Code civil – art. 1 ^{er} à 3	2671
Loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation – art. 1 ^{er} à 49	2671
Loi n° 85-1372 du 23 décembre 1985 relative à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs – art. 43	2688
– art. 56 à 62	2688
Loi n° 86-18 du 6 janvier 1986 relative aux sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé – art. 1 ^{er} à 36	2689
Décret n° 86-15 du 6 janvier 1986 pris pour l'application de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation – art. 1 ^{er}	2695
– art. 14 à 17	2695
Loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme – art. 9	2695
Décret n° 86-1073 du 30 septembre 1986 relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées – art. 1 ^{er} à 7	2696
Loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière – art. 25 à 57 A	2697
Décret n° 87-149 du 6 mars 1987 fixant les conditions minimales de confort et d'habitabilité auxquelles doivent répondre les locaux mis en location – art. 1 ^{er} à 3	2704
Loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat – art. 18 à 20	2705
– art. 23	2708
Décret n° 87-712 du 26 août 1987 pris en application de l'article 7 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière et relatif aux réparations locatives – art. 1 ^{er} et 1 ^{er} bis	2709
Décret n° 87-713 du 26 août 1987 pris en application de l'article 18 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière et fixant la liste des charges récupérables – art. 1 ^{er} à 3-1	2710

CODE CIVIL	PAGES
Décret n° 87-714 du 26 août 1987 relatif au remboursement, en application de l'article 32 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accès à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière, du coût des travaux d'amélioration réalisés par le locataire – art. 1 ^{er} et 2	2714
Loi n° 89-18 du 13 janvier 1989 portant diverses mesures d'ordre social – art. 75	2714
Loi n° 89-421 du 23 juin 1989 relative à l'information et à la protection des consommateurs ainsi qu'à diverses pratiques commerciales – art. 1 ^{er} à 7	2714
– art. 10	2715
Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 – art. 1 ^{er} à 25-2	2716
– art. 26 à 40	2730
– art. 41-1 à 47	2731
Loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social – art. 14	2733
Décret n° 90-780 du 31 août 1990 portant application de l'article 19 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs – art. 1 ^{er}	2733
Décret n° 90-781 du 31 août 1990 portant application des articles 30 et 31 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée – art. 1 ^{er} à 5	2734
Décret n° 90-917 du 8 octobre 1990 portant publication de la convention relative aux droits de l'enfant, signée à New York le 26 janvier 1990 – art. 1 ^{er} à 45	2735
Loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales – art. 1 ^{er} à 23	2745
– art. 31-1 et 31-2	2751
Loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution	2752
Décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 instituant de nouvelles règles relatives aux procédures civiles d'exécution pour l'application de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution	2752
Loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques – art. 52	2753
Décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française – art. 10 à 74	2753
Décret n° 94-52 du 20 janvier 1994 relatif à la procédure de changement de nom – art. 1 ^{er} à 12	2766
Loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle – art. 47	2767
Loi n° 94-337 du 29 avril 1994 désignant les personnes habilitées à instrumenter en matière de testament international – art. 1 ^{er} et 2	2768
Loi n° 94-624 du 21 juillet 1994 relative à l'habitat – art. 18	2768
– art. 20	2768
Loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française – art. 1 ^{er} à 7	2769
– art. 11	2770
– art. 19 à 24	2770
Décret n° 94-990 du 8 novembre 1994 portant publication de la convention portant loi uniforme sur la forme d'un testament international, faite à Washington le 26 octobre 1973 et signée par la France le 29 novembre 1974	2771
Convention du 26 octobre 1973 portant loi uniforme sur la forme d'un testament international – art. I ^{er} à VII	2771
– art. 1 ^{er} à 15	2772
Loi n° 95-2 du 2 janvier 1995 relative au prix des fermages – art. 1 ^{er} à 6	2774
Loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité – art. 26	2774
Loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité – art. 33 et 34	2775

CODE CIVIL	PAGES
Décret n° 98-719 du 20 août 1998 relatif à l'information du public en matière de droit de la nationalité – art. 1 ^{er} à 15	2776
Décret n° 98-720 du 20 août 1998 portant application de la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité et relatif aux déclarations, demandes, décisions et mentions en matière de nationalité française – art. 30 à 32	2777
Décret n° 98-721 du 20 août 1998 portant application de l'article 29 de la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité, instituant un titre d'identité républicain – art. 1 ^{er} à 9	2778
Décret n° 99-658 du 30 juillet 1999 pris pour l'application de l'article 1799-1 du Code civil et fixant un seuil de garantie de paiement aux entrepreneurs de travaux – art. 1 ^{er}	2779
Décret n° 99-1089 du 21 décembre 1999 pris pour l'application des articles 515-3 et 515-7 du Code civil et relatif à la déclaration, à la modification et à la dissolution du pacte civil de solidarité – art. 1 ^{er} à 11	2779
Loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 – art. 126	2781
Loi n° 2000-196 du 6 mars 2000 instituant un Défenseur des enfants	2781
Loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques – art. 1 ^{er} à 14	2782
– art. 52	2782
Décret n° 2000-1277 du 26 décembre 2000 portant simplification de formalités administratives et suppression de la fiche d'état civil – art. 1 ^{er} à 10	2782
Décret n° 2001-272 du 30 mars 2001 pris pour l'application de l'article 1316-4 du Code civil et relatif à la signature électronique – art. 1 ^{er} à 10	2784
Loi n° 2001-1135 du 3 décembre 2001 relative aux droits du conjoint survivant et des enfants adultérins et modernisant diverses dispositions de droit successoral – art. 8	2787
– art. 18 à 26	2788
Décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent pris pour l'application de l'article 187 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains – art. 1 ^{er} à 6	2789
Loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé – art. 1 ^{er}	2790
– art. 101 à 104	2790
Loi n° 2002-304 du 4 mars 2002 relative au nom de famille – art. 1 ^{er} à 25	2791
Loi n° 2002-305 du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale – art. 1 ^{er} à 11	2791
– art. 13	2792
– art. 19	2792
Loi n° 2002-306 du 4 mars 2002 portant réforme de la loi du 1 ^{er} juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, dans ses dispositions relatives à la publicité foncière – art. 1 ^{er} à 9	2792
Loi n° 2004-439 du 26 mai 2004 relative au divorce – art. 31 à 33	2793
Loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique – art. 5 à 7 .	2794
– art. 14 à 28	2800
Ordonnance n° 2004-632 du 1 ^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires – art. 1 ^{er} à 66	2803
Décret n° 2004-1157 du 29 octobre 2004 pris en application des articles 276-4 et 280 du Code civil et fixant les modalités de substitution d'un capital à une rente allouée au titre de la prestation compensatoire – art. 1 ^{er} et 2	2813
Décret n° 2004-1159 du 29 octobre 2004 portant application de la loi n° 2002-304 du 4 mars 2002 modifiée relative au nom de famille et modifiant diverses dispositions relatives à l'état civil – art. 1 ^{er} à 23	2820
Décret n° 2005-137 du 16 février 2005 pris pour l'application de l'article L. 134-2 du Code de la consommation – art. 1 ^{er} à 3	2823
Décret n° 2005-240 du 14 mars 2005 relatif aux comptes du syndicat des copropriétaires – art. 1 ^{er} à 12	2823
Ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation – art. 20 et 21	2831

CODE CIVIL	PAGES
Décret n° 2005-1615 du 22 décembre 2005 relatif à l'indice de référence des loyers prévu par l'article 35 de la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 – art. 1 ^{er} à 4	2831
Ordonnance n° 2006-346 du 23 mars 2006 relative aux sûretés – art. 54 à 59	2832
Arrêté du 1 ^{er} juin 2006 fixant le modèle de livret de famille – art. 1 ^{er} à 6	2833
Loi n° 2006-728 du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libéralités – art. 36 à 47	2843
Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement – art. 98	2845
Décret n° 2006-936 du 27 juillet 2006 relatif aux procédures de saisie immobilière et de distribution du prix d'un immeuble	2846
Décret n° 2006-966 du 1 ^{er} août 2006 relatif au conjoint collaborateur – art. 1 ^{er} à 9	2846
Loi n° 2006-1376 du 14 novembre 2006 relative au contrôle de la validité des mariages – art. 1 à 5	2846
– art. 6 à 10	2846
Décret n° 2006-1804 du 23 décembre 2006 pris pour l'application de l'article 2338 du Code civil et relatif à la publicité du gage sans dépossession – art. 1 ^{er} à 21	2847
Décret n° 2006-1805 du 23 décembre 2006 relatif à la procédure en matière successorale et modifiant certaines dispositions de procédure civile – art. 1 ^{er} et 2	2850
– art. 11 et 12	2850
Décret n° 2006-1806 du 23 décembre 2006 relatif à la déclaration, la modification, la dissolution et la publicité du pacte civil de solidarité – art. 1 ^{er} à 12	2850
Décret n° 2006-1807 du 23 décembre 2006 relatif à l'enregistrement, à la conservation et au traitement des données à caractère personnel relatives à la formation, la modification et la dissolution du pacte civil de solidarité – art. 1 ^{er} à 13	2853
Arrêté du 23 décembre 2006 fixant le modèle de l'information délivrée aux enfants des époux et aux tiers, dans le cadre d'une procédure de changement de régime matrimonial – art. 1 ^{er} à 3	2855
Arrêté du 1 ^{er} février 2007 relatif à la nomenclature visée à l'article 2 du décret n° 2006-1804 pris pour l'application de l'article 2338 du Code civil et relatif à la publicité du gage sans dépossession – art. 1 ^{er} et 2	2856
Loi n° 2007-211 du 19 février 2007 instituant la fiducie – art. 1 ^{er}	2856
– art. 12 à 18	2856
Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale – art. 1 ^{er}	2857
– art. 38	2857
Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs – art. 44 à 46	2858
Décret n° 2007-773 du 10 mai 2007 pris pour l'application de la loi n° 2006-1376 du 14 novembre 2006 relative au contrôle de la validité des mariages et modifiant diverses dispositions relatives à l'état civil – art. 1 ^{er} à 18	2859
Décret n° 2007-807 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du Code civil – art. 1 ^{er} à 12-5	2861
Règlement du Parlement européen et du Conseil n° 864/2007 du 11 juillet 2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles – art. 1 ^{er} à 32	2866
Décret n° 2007-1527 du 24 octobre 2007 relatif au droit de réponse applicable aux services de communication au public en ligne et pris pour l'application du IV de l'article 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique – art. 1 ^{er} à 7	2871
Décret n° 2007-1702 du 30 novembre 2007 relatif au modèle de mandat de protection future sous seing privé – art. 1 ^{er} et 2	2872
Décret n° 2008-36 du 10 janvier 2008 portant publication de la Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants, adoptée à Strasbourg le 25 janvier 1996 – art. 1 ^{er} à 26 ...	2873
Décret n° 2008-521 du 2 juin 2008 relatif aux attributions des autorités diplomatiques et consulaires françaises en matière d'état civil – art. 1 ^{er} à 13	2878

CODE CIVIL	PAGES
Loi n° 2008-561 du 17 juin 2008 portant réforme de la prescription en matière civile – art. 23 .	2880
– art. 26	2880
Règlement du Parlement européen et du Conseil n° 593/2008 du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles – art. 1 ^{er} à 29	2881
Loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie – art. 19 et 20	2887
– art. 138 à 143	2887
Décret n° 2008-800 du 20 août 2008 relatif à l'application du second alinéa de l'article 79-1 du Code civil – art. 1 ^{er}	2890
Arrêté du 20 août 2008 relatif au modèle de certificat médical d'accouchement en vue d'une demande d'établissement d'un acte d'enfant sans vie – art. 1 ^{er}	2890
Décret n° 2008-1484 du 22 décembre 2008 relatif aux actes de gestion du patrimoine des personnes placées en curatelle ou en tutelle, et pris en application des articles 452, 496 et 502 du Code civil – art. 1 ^{er} à 6	2890
Décret n° 2008-1508 du 30 décembre 2008 relatif aux conditions d'âge, de formation et d'expérience professionnelle devant être satisfaites par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs et par les délégués aux prestations familiales – art. 1 ^{er} à 4	2896
Décret n° 2008-1511 du 30 décembre 2008 portant diverses dispositions relatives aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs et aux délégués aux prestations familiales – art. 1 ^{er} à 3	2897
Décret n° 2008-1512 du 30 décembre 2008 fixant les modalités d'inscription sur les listes prévues aux articles L. 471-2, L. 471-3, L. 474-1 et L. 474-2 du Code de l'action sociale et des familles – art. 1 ^{er} à 5	2897
Décret n° 2008-1554 du 31 décembre 2008 relatif aux modalités de participation des personnes protégées au financement de leur mesure de protection – art. 1 ^{er} à 4	2898
Décret n° 2008-1556 du 31 décembre 2008 relatif aux droits des usagers des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales – art. 1 ^{er} à 6	2898
Arrêté du 2 janvier 2009 relatif à la formation complémentaire préparant aux certificats nationaux de compétence de mandataire judiciaire à la protection des majeurs et de délégué aux prestations familiales – art. 1 ^{er} à 19	2899
Décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation – art. 1 ^{er} à 16	2903
Loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion – art. 101	2905
Décret n° 2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels – art. 1 ^{er} à 3	2906
Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement – art. 1 ^{er} à 5	2906
– art. 23 à 30	2911
– art. 35	2914
Arrêté du 9 novembre 2009 relatif aux modalités de diffusion par voie électronique de la déclaration d'acceptation d'une succession à concurrence de l'actif net et des actes subséquents à celle-ci, et des décisions de désignation des mandataires successoraux par voie de justice – art. 1 ^{er} à 5	2914
Décret n° 2009-1439 du 23 novembre 2009 pris en application de l'article 23-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs relatif à la contribution du locataire au partage des économies de charges issues des travaux d'économie d'énergie réalisés par un bailleur privé – art. 1 ^{er} à 7	2915
Arrêté du 23 décembre 2009 relatif à la notice d'information jointe au modèle de mandat de protection future sous seing privé – art. 1 ^{er} et 2	2916
Décret n° 2009-1681 du 30 décembre 2009 relatif à l'occupation de locaux en vue de leur protection et préservation par des résidents temporaires en application de l'article 101 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion – art. 1 ^{er} à 11	2922
Décret n° 2010-219 du 2 mars 2010 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Registre national des fiducies » – art. 1 à 7	2924

Table des matières

CODE CIVIL	PAGES
Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne – art. 1 ^{er} à 45	2925
– art. 56 à 69	2938
Décret n° 2010-498 du 17 mai 2010 relatif à la définition des courses hippiques supports des paris en ligne et aux principes généraux du pari mutuel – art. 1 ^{er} à 6	2941
Décret n° 2010-518 du 19 mai 2010 relatif à la mise à disposition de l'offre de jeux et de paris par les opérateurs agréés de jeux ou de paris en ligne – art. 1 ^{er} à 22	2942
Ordonnance n° 2010-638 du 10 juin 2010 portant suppression du régime des conservateurs des hypothèques – art. 1 ^{er} à 4	2946
– art. 18	2946
Décret n° 2010-1395 du 12 novembre 2010 relatif à la médiation et à l'activité judiciaire en matière familiale – art. 1 ^{er} à 4	2947
Décret n° 2010-1520 du 9 décembre 2010 portant publication de la convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages, signée à New York le 10 décembre 1962 – art. 1 ^{er} à 10	2948
Décret n° 2011-144 du 2 février 2011 relatif à l'envoi d'une lettre recommandée par courrier électronique pour la conclusion ou l'exécution d'un contrat – art. 1 ^{er} à 6	2949
Arrêté du 2 février 2011 portant création de la mesure judiciaire d'investigation éducative – art. 1 ^{er} à 4	2950
Arrêté du 22 mars 2011 portant mesures transitoires pour la détermination des taux de l'usure pour les prêts n'entrant pas dans le champ d'application des articles L. 312-1 à L. 312-3 du Code de la consommation – art. 1 ^{er} et 2	2951
Loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits – art. 1 ^{er} à 44	2953
Loi n° 2011-334 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits – art. 9 à 14	2962
– art. 22 et 23	2963
Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits	2964
Loi n° 2011-590 du 26 mai 2011 relative au prix du livre numérique – art. 1 ^{er} à 9	2965
Loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique – art. 1 ^{er}	2966
– art. 46 à 54	2966
Circulaire du 7 juillet 2011 relative à la qualité du droit	2966
Décret n° 2011-904 du 29 juillet 2011 relatif à la procédure applicable devant le Défenseur des droits – art. 1 ^{er} à 22	2967
Décret n° 2011-1572 du 18 novembre 2011 portant publication de la convention concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants, signée à La Haye le 19 octobre 1996 Convention du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants – art. 1 ^{er} à 63	2971
Décret n° 2012-127 du 30 janvier 2012 approuvant la Charte des droits et devoirs du citoyen français prévue à l'article 21-24 du Code civil – art. 1 ^{er}	2980
Décret n° 2012-146 du 30 janvier 2012 relatif aux infractions à la loi n° 2011-590 du 26 mai 2011 relative au prix du livre numérique – art. 1 ^{er} et 2	2982
Loi n° 2012-300 du 5 mars 2012 relative aux recherches impliquant la personne humaine – art. 1 ^{er}	2982
Décret n° 2012-403 du 23 mars 2012 relatif aux sociétés civiles professionnelles et aux sociétés de participations financières des professions judiciaires et juridiques réglementées – art. 1 ^{er} à 25	2982
Loi n° 2012-410 du 27 mars 2012 relative à la protection de l'identité – art. 1 ^{er} à 12	2984
Décret n° 2012-855 du 5 juillet 2012 portant publication de la convention pour la protection des droits de l'homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine : convention sur les droits de l'homme et la biomédecine, signée à Oviedo le 4 avril 1997 – art. 1 ^{er} à 38	2986

CODE CIVIL	PAGES
Décret n° 2012-894 du 20 juillet 2012 relatif à l'évolution de certains loyers, pris en application de l'article 18 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 – art. 1 ^{er} à 8	2992
Décret n° 2012-966 du 20 août 2012 relatif à l'enregistrement de la déclaration, de la modification et de la dissolution du pacte civil de solidarité reçu par un notaire – art. 1 ^{er} à 21	3025
Circulaire du 23 août 2012 relative à la prise en compte dans la préparation des textes législatifs et réglementaires de leur impact en termes d'égalité entre les femmes et les hommes	3027
Décret n° 2012-1153 du 15 octobre 2012 relatif aux espaces de rencontre destinés au maintien des liens entre un enfant et ses parents ou un tiers – art. 1 ^{er} et 2	3029
Arrêté du 7 décembre 2012 portant majoration de certaines rentes viagères – art. 1 ^{er}	3029
Décret n° 2013-178 du 27 février 2013 fixant le taux de l'intérêt légal pour l'année 2013 – art. 1 ^{er}	3030
Loi n° 2013-404 du 17 mai 2013 ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe – art. 14	3030
– art. 21	3031
Table des textes cités	3033
Index alphabétique	3045
Addendum	3121